

ANGOLA

La paix minée

La signature, en avril 2002, des Accords de Luena entre le gouvernement du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), le mouvement insurgé, a ouvert la voie à une période après-guerre tendue. Il y a de très nombreux obstacles à la sécurité humaine. Dans le sillage de la guerre, caractérisé par la destruction et la pauvreté, avec des milliers de personnes tuées ou mutilées par des mines, la réponse du gouvernement est la répression et la terreur.

Sindicato Nacional de Profesores (SINPROF)
Miguel Filho

La guerre en Angola s'est poursuivie sans interruption depuis 1975, jusqu'à ce que les accords de paix soient enfin signés en 2002. Selon un article d'Intermon-Oxfam, «près d'un million de morts, 4 millions de personnes déplacées dans leur propre pays, plus de 500.000 réfugiés (sur une population de 12 millions), des millions de mines anti-personnelles enterrées, et la destruction des infrastructures physiques du pays ...tel est le solde après 27 années de conflits armés entre le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis 1979, et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA)... le Mémoire d'accord (appelé MOU, ou Accords de Luena), signé le 4 avril 2002 par les autorités gouvernementales et l'UNITA et fondé sur les Accords de Lusaka de 1994, a ouvert la voie à de nouveaux espoirs et à une opportunité historique de reconstruire un pays qui a été totalement dévasté. »¹

Les Accords de Luena auraient dû jeter la base de la reconstruction du pays qui, après 30 années de guerre, a un besoin de changements structurels urgents. Il est toutefois évident que bien que les autorités militaires des deux parties aient proclamé leur désir de réconciliation nationale et que les autorités gouvernementales aient annoncé de nouveaux plans en vue de surmonter la crise, dans la pratique, rien n'a été réalisé.

L'insécurité, née du chômage et du manque de produits alimentaires de base, continue d'être ressentie à travers le pays, même à présent que la guerre est terminée. La paix résulte de la capitulation d'une des factions en guerre et est ternie par le processus qui l'a rendue possible, avec toutes ses insuffisances et toutes ses improvisations.

Il y a une augmentation alarmante de la criminalité depuis la fin de la guerre. Le retour de centaines de milliers d'anciens rebelles a triplé le chômage et le sous-emploi, qui affectent à présent plus de la moitié de la population. Le nombre d'enfants vivant dans la rue est en hausse, de même que le nombre de personnes tuées ou mutilées par les mines que les armées cubaine, soviétique et sud-africaine ont laissées derrière elles.

Pauvreté et répression

Immédiatement après la signature des accords de paix, le Cabinet annonçait les priorités du Gouvernement, en mettant l'accent sur la réouverture des routes principales afin de rétablir les communications et le transport des personnes et des marchandises. Le budget du Programme économique et social pour 2003-2004 formulait les priorités suivantes :

¹ Intermon-Oxfam. *Angola : construyendo la paz. Retos y perspectivas tras un año de la firma de los acuerdos.* Mai 2003. www.intermonoxfam.org/cms/HTML/espanol/86/Angola_construyendolapaz_mayo03.pdf

Tableau 1

Indicateurs du développement humain 2003		
Rang de l'Indice du développement humain	2003	164
Population totale (millions)	2001	12,8
Taux de croissance annuelle de la population (%)	1975-2001	2,8
Population âgée de moins de 15 ans (en % du total)	2001	47,4
Population âgée de plus de 65 ans (en % du total)	2001	2,7
PIB (milliards de dollars US)	2001	9,5
PIB par tête d'habitant (dollars US)	2001	701
Population ayant accès à un assainissement amélioré (%)	2000	44
Population ayant accès à une source d'eau améliorée (%)	2000	38
Naissances assistées par un personnel médical qualifié (%)	1995-2001	23
Médecins (pour 100.000 personnes)	1990-2002	5
Personnes sous-alimentées (en % de la population totale)	1998-2000	50
Espérance de vie à la naissance (années)	2000-05	40,1
Taux de mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)	2001	154
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1.000 nais. viv.)	2001	260
Ratio de mortalité maternelle (pour 100.000 nais. viv.)	1995	1.300
Ratio net d'inscription dans le primaire (%)	2000-01	37
Taux d'alphabétisation des adultes (% 15 ans et plus)	2001	42
Dépenses publiques sur l'éducation (% du PIB)	1998-2000	2,7
Dépenses publiques sur la santé (% du PIB)	2000	2
Dépenses militaires (% du PIB)	2001	3,1
Total du service de la dette (% du PIB)	2001	19,7
Personnes déplacées internes (milliers)	2001	202
Total forces armées (milliers)	2001	100
Indice du total des forces armées (1985=100)	2001	202
Source : PNUD. Rapport sur le développement humain 2003 ; et UNICEF. La situation des enfants dans le monde 2000		

- Services de logement d'urgence, aide alimentaire et de santé pour les personnes déplacées par la guerre et leurs familles.
- Aide aux enfants abandonnés.
- Aide aux handicapés de la guerre.
- Réintégration des personnes déplacées et des anciens combattants dans la société.
- Extension de l'administration publique à toutes les régions du pays.
- Extension des services de santé et de l'éducation à toutes les communautés.
- Extension des services financiers à l'ensemble du pays.

Le principal obstacle à la mise en œuvre du programme exposé ci-dessus a été un manque manifeste de volonté politique de la part des membres du Gouvernement, car l'armée et la police continuent de recevoir la part du lion dans les affectations budgétaires.

Depuis mi-2003, les nécessités de survie ont mené à la fois à la hausse de la demande d'emplois et à celle des délits criminels. Les autorités gouvernementales y ont répondu par la répression. Les manifestations organisées par les partis politiques sont interdites. Afin de confisquer les armes entre les mains de la population, les forces de police se sont comportées en terroristes et apparaissent avec tout leur attirail de guerre. Bien que la Constitution ne soutienne pas la peine de mort, des criminels présumés sont exécutés publiquement. Une brigade anti-terroriste spéciale, une unité de police d'intervention rapide, une brigade hélicoptérée et une brigade avec des chiens, ont été créées. Les gardes du corps présidentiels sont également impliqués dans la propagation de la terreur.

Pendant ce temps, le pouvoir judiciaire, qui n'est pas encore indépendant du pouvoir exécutif, est dans l'incapacité de préserver la légalité constitutionnelle. Une menace sérieuse

contre la sécurité humaine vient du fait que le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi n'est pas respecté dans la pratique. Un exemple en est le cas de diplomates membres du MPLA poursuivis pour corruption, qui sont sur de ne jamais aller en prison, contrairement à ceux qui sont membres de l'opposition.

Pas d'écoles, pas de médecins

Une des pierre angulaires du renforcement de la sécurité humaine dans le court terme, c'est l'éducation. C'est à travers l'éducation que les populations doivent prendre conscience de l'importance de la liberté et du droit à la vie. Mais c'est un privilège hors de portée de nombreux enfants. Il y a trop peu d'écoles – de nombreuses régions n'en ont aucune – et pour s'assurer une place, on est confronté à la corruption qui sévit dans ce secteur.² Les organisations non-gouvernementales se sont attelées à ce problème, par exemple la FEC (Evangelisation and Cultural Foundation) de l'Eglise catholique qui a recruté des enseignants et des éducateurs au Portugal pour des projets éducatifs dans l'intérieur du pays.

Selon le ministère de l'Education, près de 3 millions d'enfants et de jeunes gens poursuivent des études, alors que plus de 40.000 sont dans les rues en attendant la construction de salles de classe. Les enseignants n'ont pas de matériels pédagogiques, pas de programmes d'enseignement et pas de manuels scolaires pour leurs cours et leur salaire moyen est de 70 dollars US par mois.

En ce qui concerne la situation de la santé, il y a un médecin pour 20.000 personnes et seulement 30% de la population a accès aux soins de santé. La mortalité infantile est de plus de 154 pour 1.000 naissances vivantes et l'espérance de vie est de moins de 40 ans. Soixante cinq pour cent des infrastructures d'assainissement ont été détruites durant la guerre.³

En fin 2003, les autorités gouvernementales n'avaient réparé aucun axe routier majeur. Elles ne sont pas en mesure de fournir des produits alimentaires aux centres de population les plus démunis et les plus reculés, tels que les camps de réfugiés des anciens rebelles et de leurs familles, où les décès dus à la famine ont commencé à s'accroître.

Les mines terrestres continuent d'être une cause majeure de décès dans les zones rurales. Selon l'Institut national pour l'élimination des explosifs, près de 10 personnes sont tuées tous les jours en tentant de travailler ou de chercher de la nourriture dans les champs de mines. Il y a près de 10 millions de mines dispersées à travers le pays. Soixante dix mille personnes ont été mutilées par des explosions de mines terrestres, dont 8.000 enfants.⁴ Les victimes des mines, qu'elles soient civiles ou militaires, n'ont pas reçu l'attention médicale nécessaire.

L'aide financière des autorités gouvernementales est modique, de sorte que l'aide internationale est actuellement recherchée pour désactiver les mines et fournir des membres artificiels aux victimes. Une réunion africaine sur les mines terrestres tentera d'adopter une position unifiée à présenter à la Conférence visant le réexamen de la Convention d'Ottawa, devant se tenir au Kenya en 2004.⁵

² Information fournie par *The World Guide 2005-2006*, qui sera disponible sur l'Internet en octobre 2004.

³ www.ibacom.es/Unicef/emergencia

⁴ *Ibid.*

⁵ La Conférence sur le premier réexamen /2004 Sommet de Nairobi sur un Monde sans mines aura lieu du 29 novembre au 3 décembre 2004, à Nairobi, au Kenya. www.icbl.org/reviewconference/